

---

Marie-Danielle Demélas

## **Annick Lempérière, *Entre Dieu et le Roi, la République. Mexico, xvie-xixe siècles***

Paris, Les Belles-Lettres, 2005, 379 p.

---

### **Avertissement**

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

**revues.org**

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

---

### Référence électronique

Marie-Danielle Demélas, « Annick Lempérière, *Entre Dieu et le Roi, la République. Mexico, xvie-xixe siècles* », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 134 | avril - juin 2006, document 134-51, mis en ligne le 11 septembre 2006, consulté le 11 février 2012. URL : <http://assr.revues.org/3557>

Éditeur : Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales

<http://assr.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur :

<http://assr.revues.org/3557>

Document généré automatiquement le 11 février 2012. La pagination ne correspond pas à la pagination de l'édition papier.

© Archives de sciences sociales des religions

Marie-Danielle Demélas

## **Annick Lempérière, *Entre Dieu et le Roi, la République.Mexico, xvie-xixe siècles***

Paris, Les Belles-Lettres, 2005, 379 p.

Pagination de l'édition papier : p. 147-299

- 1 Avec cet ouvrage, Annick Lempérière s'attaque au problème de la cohérence de l'ordre ancien hispano-américain en prenant pour point de départ de son enquête ce terme *République* par lequel les acteurs des sociétés hispano-américaines désignaient jadis leur association politique.
- 2 Après la conquête du Mexique, et une fois disparue la tentation d'un ordre féodal commandé par les *encomenderos*, s'installe en Nouvelle-Espagne une société d'ordres, d'états, de quelque nom que l'on désigne ces corporations qui justifient leur existence et leur force par un idéal thomiste du « bien commun ». En ce respect du bien commun réside l'esprit républicain, inscrit dans un ordre naturel, soucieux d'utilité publique, mais qui ne s'exprime qu'à travers des corps de toutes sortes et qui aboutit à un étrange compromis entre un absolutisme royal, qui ne cesse de croître, et des forces locales jalouses de leur autonomie.
- 3 « L'autonomie, c'est-à-dire le fait que les sociétés américaines se gouvernèrent elles-mêmes et financèrent l'immense majorité de leurs nécessités matérielles et spirituelles, mais aussi militaires, coexista sans difficulté avec l'absolutisme, qui signifiait pour les vassaux que le roi, dans sa fonction de juge plus que dans ses droits de législateur, garantissait le respect des libertés et privilèges dont étaient dotés les différents corps » (p. 70).
- 4 Au cours des trois siècles pendant lesquels la Nouvelle-Espagne fit partie de la Couronne espagnole, la structure corporative s'établit, se perfectionna, se divisa en de multiples ramifications, chacune prête à se battre pour défendre ses particularismes. « À ce stade, la question est de savoir si ce que les historiens ont appelé le patriotisme mexicain ou "créole" n'est pas fait de l'addition de multiples sentiments d'appartenance, médiatisés par des sociabilités tantôt réservées aux patriciens, tantôt très populaires comme celles des *vecindades* et de leurs confréries et fraternités, toutes entraînées dans la recherche permanente de "l'accroissement" de leur dévotion, de leurs biens, de leurs droits et privilèges, même minuscules » (p. 128-129). On peut, en effet, se préoccuper de l'unité d'un monde apparemment émietté et qui s'exprime cependant comme s'il était unanime.
- 5 Se réclamant d'un ordre idéal, ces corporations n'en sont pas moins soumises aux contingences, à l'effritement du temps, aux attaques de la Couronne et de ses représentants zélés qui, à la suite du *visitador* José de Gálvez, entreprennent de réformer l'édifice mexicain, dans la seconde moitié du xviii<sup>e</sup> siècle. Annick Lempérière définit, fort justement, les différences de perspective entre le règne de Charles III, qui vise à rationaliser et tirer meilleur parti des ressources immenses du Mexique, et celui de Charles IV qui ne s'intéresse plus qu'aux expédients qui permettront à la monarchie espagnole d'échapper à la banqueroute.
- 6 À ces attaques, la société corporative saura répondre. Ne citons qu'un exemple, le plus spectaculaire, il est vrai, celui de la consolidation de la dette royale aux dépens des biens du clergé que décrète la *cedula real* du 26 décembre 1804. Cette mesure, qui ne concernait apparemment que l'un des corps de la vice-royauté, le clergé, touche en réalité la plupart des terres grevées de cens pour des crédits accordées par l'Église qui fait office de banque dans un univers d'où l'usure est proscrite. Imaginons que l'écrasante majorité des propriétaires, gros et petits, se voient sommés de rembourser sans délais le principal de sommes perçues parfois plusieurs générations auparavant, la plupart des cens étant perpétuels. L'émotion fut considérable. La mobilisation devenant générale, la Couronne fut contrainte de suspendre la mesure quatre ans plus tard.
- 7 Cette attaque, d'une brutalité inédite, aurait mérité qu'une analyse plus précise en montre les conséquences jusque dans les provinces les plus éloignées de la capitale et, surtout, en suive la mobilisation (par quels réseaux, à quel rythme, menée par quels hommes ?), qui parvint à

faire reculer la Couronne. L'occasion de montrer à l'œuvre tous ces corps mobilisés pour leur défense aurait été belle. Cette absence (et celle d'un index) est la seule insatisfaction causée par ce bel ouvrage.

8 À l'échelle de la capitale, la plus grande métropole du continent américain que représentait alors Mexico, Annick Lempérière sait établir les différences qui marquent les grands corps. Trois sont à la tête de la société de la Nouvelle-Espagne à des titres divers : le *cabildo* (ou échevinage), le Consulat des marchands et le Corps des Mines, ce dernier de création récente (1776). À la fin du xviii<sup>e</sup> siècle, les dirigeants métropolitains parviennent à séparer les intérêts des trois corporations, favorisant marchands et mineurs aux dépens des échevins en fonction des bénéfices qu'en tirait la Couronne. « À la racine de ces différences, les ressources que peuvent respectivement offrir ces trois institutions : inexistantes dans le cas de l'échevinage, elles sont considérables dans le cas du Consulat et substantielles dans celui du Corps des Mines. Dans le cadre du projet économique comme de la politique impériale, ce sont les ressources financières qui déterminent désormais, principalement, la hiérarchie des rangs, des honneurs et des pouvoirs » (p. 241-242).

9 Au bout du compte, c'est l'échevinage qui incarnait le plus fidèlement, et de plus longue date, cette société d'ordres. Mais c'est aussi, en ces temps de réforme, la corporation la plus menacée, la plus critiquée, la plus fragile.

10 La crise de 1808 le montrera bien : au début du mois de juillet, l'annonce de l'abdication forcée des Bourbon en faveur des Bonaparte suscite immédiatement une solidarité exceptionnelle au Mexique. Les subsides affluent pour aider la mère-patrie à combattre l'occupant français, et les vassaux s'assemblent pour affirmer leur loyauté. Le *cabildo* prend la tête du mouvement, s'associant au vice-roi Iturrigaray pour organiser la réunion d'une junte générale du vice-royaume, qui affirmerait ainsi sa place dans l'ensemble des *reinos* qui forment la monarchie hispanique, et qui ont déjà, en métropole, créé chacun leur propre junte de gouvernement. Mais dans la nuit du 15 septembre 1808, un coup d'État dirigé par des membres du Consulat des marchands, appuyé par la milice du commerce, s'empare des organes de gouvernement, destitue le vice-roi, et arrête les principaux dirigeants du *cabildo*. Les conjurés justifient leur intervention par la crainte d'un soulèvement général de ce qu'ils considèrent comme une colonie de l'Espagne.

11 Dès lors, les marchands métropolitains ont gagné et n'ont plus à craindre cet échevinage encombrant, ce vice-roi vénal. Mais c'est aussi la fin de toute une tradition de compromis politiques qu'ils ont remis en cause afin de préserver les intérêts de leur guilde, dans l'oubli de l'idéal du bien commun. L'insurrection indienne menée par le curé Hidalgo, deux ans plus tard, puis les premières guérillas s'installant dans l'espace laissé par les insurgés vaincus à partir de 1815, démontreront l'imprudence de leur intervention. En 1821, au bout d'une période de troubles sanglants et de pertes économiques dont le Mexique se remettra très lentement, l'indépendance est proclamée. Là encore, ses auteurs affirmeront avoir agi d'abord pour garantir l'ordre et la sécurité du vice-royaume.

12 La séparation définitive d'avec l'Espagne n'avait pas pour objectif d'en finir avec la société corporative, et celle-ci ne disparaîtra qu'avec la Réforme, plusieurs décennies plus tard, et l'affirmation d'un projet libéral porté par Benito Juárez et ses ministres. Il reste donc à espérer un second volume de ce travail qui permettrait d'entendre comment, d'Iturbide et de Santa Anna à Juárez et Lerdo de Tejada, les corporations ont achevé leur agonie.

---

### ***Pour citer cet article***

#### Référence électronique

Marie-Danielle Demélas, « Annick Lempérière, *Entre Dieu et le Roi, la République.Mexico, xvie-xixe siècles* », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 134 | avril - juin 2006, document 134-51, mis en ligne le 11 septembre 2006, consulté le 11 février 2012. URL : <http://assr.revues.org/3557>

#### Référence papier

Marie-Danielle Demélas, « Annick Lempérière, *Entre Dieu et le Roi, la République.Mexico, xvie-xixe siècles* », *Archives de sciences sociales des religions*, 134 | 2006, 147-299.

---

---

***Droits d'auteur***

© Archives de sciences sociales des religions

---